



Et après ?

Les enjeux du Brexit pour la Bretagne

24 juin 2016 au matin, l'Europe découvre avec surprise le résultat du vote de la veille : 51,9 % des électeurs britanniques ont voté en faveur du Brexit, c'est-à-dire de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Passée cette première réaction, les États, les autorités locales et régionales, les acteurs socio-économiques et les citoyens prennent conscience qu'ils font face à un événement marquant de l'histoire européenne et que de nombreux paramètres sont désormais à redéfinir.

Quels sont les enjeux du Brexit pour la Bretagne ? Le CESER s'est attaché à apporter des éléments de réponse à cette question à partir d'une analyse de la diversité et de la richesse des relations existant entre la Bretagne et le Royaume-Uni. Le CESER a ainsi tenté d'objectiver les conséquences économiques, sociales, environnementales et territoriales du Brexit qui pourraient être importantes pour la Bretagne.

I Des enjeux systémiques et transversaux

Les risques de ruptures liés au Brexit sont complexes à anticiper et dépendent essentiellement du résultat du processus de négociation qui sera engagé entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. L'hypothèse d'un "soft Brexit" aurait des conséquences plus limitées pour la Bretagne qu'un "hard Brexit" susceptible d'entraîner des changements profonds.

quences sur de nombreux secteurs : tourisme, transport transmanche, échanges commerciaux avec le Royaume-Uni ou encore les résidents britanniques installés en Bretagne.

Des changements réglementaires à terme ?

Les changements réglementaires qu'un Brexit dur pourrait engendrer auraient des conséquences majeures avec un rétablissement d'entraves à la liberté de circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux.

Un enjeu majeur : la parité monétaire

Bien qu'indirecte, l'évolution de la parité monétaire est la conséquence la plus immédiate identifiée suite à l'annonce du Brexit : la livre a chuté d'environ 15 % face à l'euro, avec des consé-

Échanges commerciaux et investissements

Sur le plan du commerce international, le Royaume-Uni est un partenaire important pour l'économie bretonne et source du premier excédent commercial de la région.

Coopérations et programmes européens

La sortie du Royaume-Uni de l'UE aura des conséquences considérables sur les programmes européens. Les effets ne seront sans doute pas négligeables en Bretagne, à la fois en matière de politiques publiques comme sur les financements européens dont bénéficient la région et ses habitants.

Quelles conséquences sociales ?

Les effets directs et indirects du Brexit pourraient avoir des conséquences sur les entreprises qui dépendent de centres de décisions basés au Royaume-Uni, ainsi que sur les secteurs particulièrement exposés comme le transport transmanche, la pêche, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, le tourisme.

Le poids de l'incertitude

La première conclusion du CESER réside dans le poids considérable que l'incertitude induite par le vote britannique a sur les activités du territoire. Les doutes qui pèsent sur les investisseurs et les acteurs socio-économiques se font d'ores et déjà ressentir.

I Des enjeux sectoriels et géographiques

Le domaine maritime

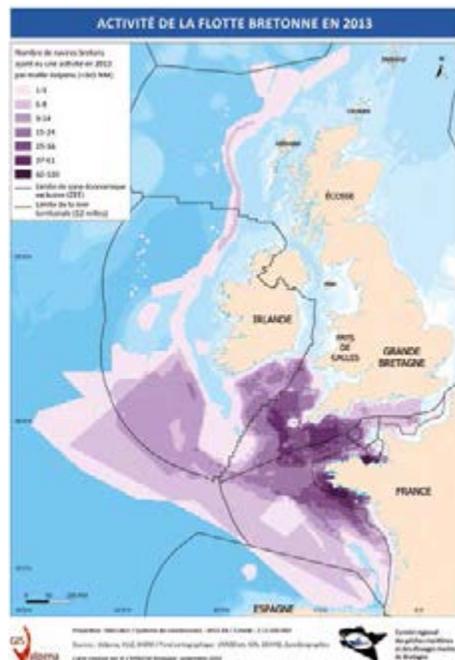
Les enjeux maritimes sont une problématique majeure identifiée par le CESER au cours de son analyse. La pêche et le secteur économique qui en dépend pourraient être fortement affectés par le retrait du Royaume-Uni de l'UE en termes d'accès aux zones de pêche, de répartition des quotas de pêche, de réglementations européennes, de marché des produits de la mer... Le Brexit aura également des conséquences indirectes en matière de gouvernance maritime et de planification spatiale maritime.

Transport maritime et aérien transmanche

Les acteurs du transport transmanche restent dans l'expectative suite au résultat du référendum. De multiples facteurs se conjuguent et pourraient affaiblir durablement les flux de passagers et de fret entre la Bretagne et le Royaume-Uni. Le climat d'incertitude pourrait être pénalisant à très court terme. De manière générale, toute entrave à la circulation pénalise le secteur du transport.

Recherche / enseignement supérieur

Le potentiel retrait du Royaume-Uni des programmes de recherche européens pourrait avoir des effets sur la dynamique de recherche de la Bretagne car il existe de fortes collaborations avec la Bretagne dans ce domaine. Les organismes de recherche au Royaume-Uni sont très organisés pour capter des financements et ce lobbying bénéficie indirectement à la recherche bretonne à travers les projets collaboratifs.



Tourisme

Immédiatement après le vote, la question du tourisme est apparue préoccupante. La clientèle britannique est majeure pour la Bretagne et la baisse du cours de la livre pourrait entraîner à la fois une diminution de la fréquentation touristique et une baisse du pouvoir d'achat sur place. La limitation de la circulation des personnes et la réinstauration de visas pour les Britanniques voyageant au sein de l'UE serait un coup dur pour le tourisme continental.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Dans le domaine agricole, les relations commerciales entre la Bretagne et le Royaume-Uni sont anciennes. Les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire sont très imbriqués entre les deux côtés de la Manche et ils pourraient souffrir de la rupture provoquée par le Brexit. Pour les productions agricoles, ce sont à la fois la dépréciation de la livre et les éventuelles barrières tarifaires ou non-tarifaires qui sont à craindre.

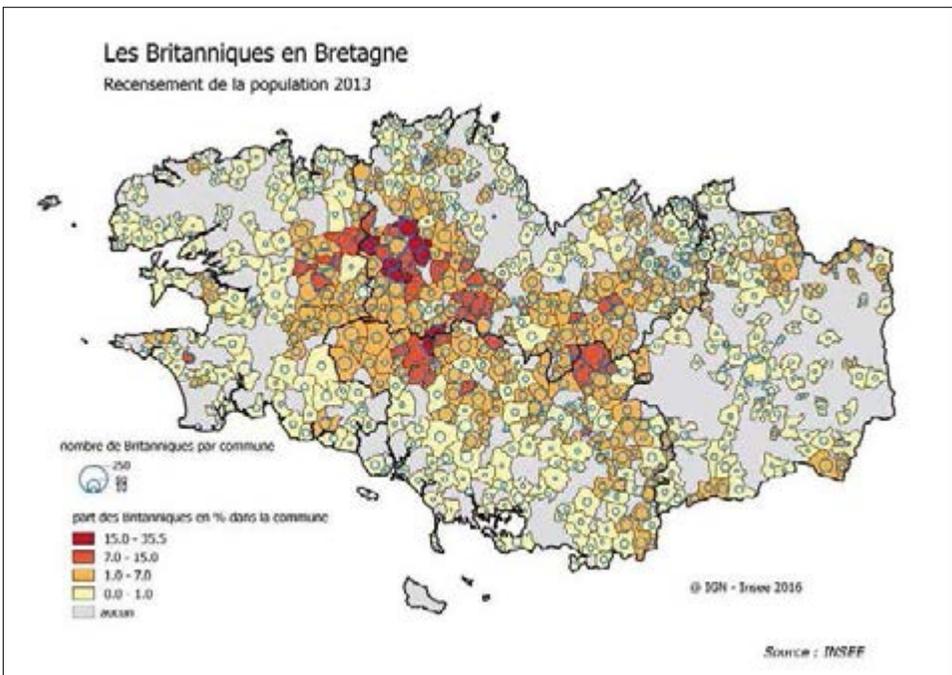
Les résidents britanniques en Bretagne

Environ 13 000 dans la région, ils sont notamment installés dans les zones rurales du Centre-Bretagne. Le Brexit suscite des craintes fortes pour ces résidents qui perçoivent majoritairement des revenus en livres et dont le pouvoir d'achat dépend donc de la parité monétaire. D'éventuels départs seraient problématiques pour les territoires qui vivent largement grâce à l'activité liée à leur présence.

D'un point de vue géographique

Les négociations autour du Brexit ne sont pas assez avancées pour analyser précisément ses conséquences en Bretagne d'un point de vue géographique. Il existe un risque partout où les activités sont en lien avec le Royaume-Uni. Au regard des enjeux transversaux et sectoriels, aucun territoire ne devrait a priori être totalement épargné dans le cas d'un Brexit dur.

La Région Bretagne devra également être très attentive aux conséquences que pourrait avoir le Brexit dans les régions voisines, notamment les régions de la façade Manche et de la façade atlantique.



I Des opportunités pour la Bretagne ?

Dans un contexte incertain dépassant très largement le périmètre de la Bretagne, il n'est pas aisé d'identifier et de caractériser d'éventuelles opportunités susceptibles d'apparaître suite à cette reconfiguration des échanges.

La Bretagne pourrait attirer des entreprises à capitaux étrangers extra-européens basées au Royaume-Uni qui chercheraient à se relocaliser au sein d'un État membre de l'UE afin d'accéder facilement au marché commun.

Dans l'hypothèse où des barrières tarifaires seraient établies, des entreprises britanniques s'inscriraient peut-être dans la même démarche.

Plus largement, le Brexit ouvre la porte à une redéfinition des politiques européennes. Ce vote de rejet du projet européen doit servir de "déclat" pour lancer une réflexion en profondeur sur les objectifs communs des 27 États membres et sur les attentes des citoyens européens.

I Quelques préconisations du CESER

Le CESER s'appuie sur cette analyse pour formuler des propositions afin de poursuivre et de renforcer le développement des coopérations et d'optimiser l'action publique.

La Bretagne dans la négociation

La négociation autour des modalités et du calendrier du Brexit sera large et impliquera de nombreux acteurs. Il est important que les autorités locales et régionales prennent leur place dans la discussion. La Bretagne aura un rôle à jouer car elle est directement concernée du fait de sa frontière commune avec le Royaume-Uni.

Un suivi indispensable sur le territoire

- Continuer à suivre les conséquences du Brexit en Bretagne, afin d'anticiper et d'être force de propositions.

Des actions à mener dès maintenant en Bretagne

- Accompagner les acteurs socio-économiques concernés par le Brexit.
- Informer et mobiliser les acteurs socio-économiques.
- Soutenir la démarche visant à attirer des entreprises en Bretagne.

Des mesures spécifiques à prendre vis-à-vis des Britanniques

- Soutenir le domaine du tourisme face au Brexit.
- Permettre aux résidents britanniques de rester en Bretagne.

Et à plus long terme...

- Maintenir et développer les coopérations transmanche.
- Renforcer l'ingénierie de projets européens en Bretagne.
- Réfléchir à l'avenir des politiques européennes.
- Mener des actions de sensibilisation en Bretagne.

Rapporteur

Jean HAMON

Contact

Fanny GASC

Cheffe du pôle Europe-Coopérations

T. 02 99 87 18 74

fanny.gasc@region-bretagne.fr



CESER

Conseil économique, social
et environnemental régional

www.ceser-bretagne.fr

Les études du CESER peuvent faire l'objet de présentations publiques sur simple demande.

7, rue du Général e - CS 26918 - 35 069 Rennes Cedex

T. : 02 99 87 18 75 - ceser@region-bretagne.fr - www.ceser-bretagne.fr

twitter.com/ceserbretagne